

Sechzehnte Sitzung – Seizième séance

Freitag, 21. Juni 1991, Vormittag
Vendredi 21 juin 1991, matin

08.00 h

Vorsitz – Présidence: Herr Bremi

90.030

Hilfe an Opfer von Straftaten. Bundesgesetz. Uebereinkommen Aide aux victimes d'infractions. Loi. Convention

Differenzen – Divergences

Siehe Seite 8 hiervor – Voir page 8 ci-devant
Beschluss des Ständerates vom 20. Juni 1991
Décision du Conseil des Etats du 20 juin 1991

Titel; Art. 1 Abs. 1, 2; 2 Abs. 1; 3 Abs. 1; 6 Titel; 16; 17 Abs. 2
Antrag der Kommission
Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Titre; art. 1 al. 1, 2; 2 al. 1; 3 al. 1; 6 titre; 16; 17 al. 2
Proposition de la commission
Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Frau **Stamm**, Berichterstatterin: Ihre Kommission hat die Differenzen bei diesem Gesetz bereinigt. Die Kommission hat sich in allen Punkten dem Ständerat angeschlossen, und wir beantragen Ihnen, dasselbe zu tun:

1. Wir haben den Titel wieder geändert. Wir hatten uns für «Hilfe an Opfer von schweren Straftaten» entschlossen. Das ist ein juristisch diffuser Begriff; wir sind auf den ursprünglichen Titel des Bundesrates zurückgekommen.

2. In Artikel 16 hatten wir uns für eine eidgenössische Rekurskommission im Sinne des Bundesrates entschlossen. Der Ständerat hat sich für den kantonalen Instanzenweg entschieden. Dem haben wir uns angeschlossen.

3. In Artikel 17 wollten wir, dass der Bund nicht nur Aufbauhilfe, sondern auch laufende Hilfe gewährt. Der Ständerat hat sich dafür entschieden, dass die Kantone die Kosten selbst bezahlen sollen, die laufend durch die Stellen anfallen; dem haben wir uns angeschlossen.

Die Kommission hat insbesondere mit Genugtuung festgestellt, dass das Gesetz, wenn Sie den Anträgen der Kommission folgen, ungefähr gleichzeitig mit dem Sexualstrafrecht in Kraft treten kann. Das scheint uns doch sehr sinnvoll zu sein, weil diese Gesetze zusammenhängen.

M. **Béguellin**, rapporteur: Le Conseil des Etats a créé quatre divergences. Dans les quatre cas, votre commission vous propose le ralliement à la position de la Chambre des cantons.

La première divergence concerne le titre: «Infractions graves». Le Conseil des Etats propose de supprimer l'expression «graves» et d'en revenir à «infractions» tout court pour deux raisons: l'expression «infractions graves» ne peut pas être définie juridiquement. De plus, l'article 2 définit très bien ce que l'on entend par «infractions».

La deuxième divergence est à l'article premier. Le Conseil fédéral accepte la proposition du Conseil des Etats, car elle est plus claire que celle que nous avions décidée. Il n'y a donc pas de problème.

La troisième divergence concerne l'article 16. Le Conseil des Etats a choisi logiquement une solution fédéraliste, et ce à une forte majorité de 22 voix contre 4. Notre commission s'est trouvée partagée en deux camps: l'un qui voulait s'en tenir à la variante du Conseil fédéral, qui offrait l'avantage de l'unité de traitement de la création d'une jurisprudence uniforme – et l'autre variante étant celle que j'appelle «fédéraliste», les cantons désignant une autorité de recours unique, indépendante de l'administration. La majorité de la commission, par 11 voix contre 6, vous propose le ralliement à la version du Conseil des Etats. Enfin, en ce qui concerne la quatrième divergence à l'article 17, le Conseil des Etats propose lui-même de revenir à la version du Conseil fédéral prévoyant des charges plus élevées pour les cantons. Nous n'avons pas à être plus cantonalistes que la Chambre des cantons. Je vous propose donc d'accepter cette version du Conseil des Etats.

Angenommen – Adopté

An den Bundesrat – Au Conseil fédéral

88.032

Datenschutzgesetz Protection des données. Loi

Fortsetzung – Suite

Siehe Seite 957 hiervor – Voir page 957 ci-devant

Art. 6

Antrag der Kommission
Siehe Seite 957 hiervor
Proposition de la commission
Voir page 957 ci-devant

Art. 6bis (neu)

Neuer Antrag der Kommission
Abs. 1

Der Inhaber einer Datensammlung, die ausschliesslich für die Veröffentlichung im redaktionellen Teil eines periodisch erscheinenden Mediums verwendet wird, kann die Auskunft einschränken, soweit

- a. die Daten Aufschluss über die Informationsquellen geben, b. Einblick in Entwürfe für Publikationen gegeben werden müsste, oder
- c. die freie Meinungsbildung des Publikums gefährdet ist.

Abs. 2

Medienschaffende können die Auskunft zudem einschränken, wenn eine Datensammlung ausschliesslich als ihr persönliches Arbeitsinstrument dient.

Antrag Bonny

Siehe Seite 957 hiervor

Art. 6bis (nouveau)

Nouvelle proposition de la commission
Al. 1

Le maître d'un fichier utilisé exclusivement à des fins de publication dans la partie rédactionnelle d'un média à caractère périodique peut restreindre les renseignements demandés dans la mesure où:

- a. Les données fournissent des indications sur les sources d'informations,
- b. Un droit de regard dans des projets de publication devait en résulter; ou
- c. La libre formation de l'opinion publique est compromise.

Al. 2

Les journalistes peuvent en outre restreindre les renseignements demandés lorsqu'un fichier leur sert exclusivement d'instrument de travail personnel.

Proposition Bonny

Voir page 958 ci-devant

M. Cotti, rapporteur: Permettez-moi quelques considérations sur la question de la protection des données et de la liberté de la presse. Je me prononcerai par la suite sur un autre problème relatif à une proposition de M. Loeb.

Je vous rappelle que vous avez décidé de biffer la lettre b de l'article 2, adoptant par là un modèle sur lequel nous allons travailler aujourd'hui, après l'interruption des travaux de la première semaine de la session. Je vous rappelle encore brièvement les critères qui nous ont amenés à la solution qu'on vous propose.

La commission avait examiné trois possibilités: premièrement, la formulation d'un article dans la loi touchant à tous les problèmes des médias, cette possibilité ayant été écartée par la commission dans sa grande majorité; deuxièmement, le non-assujettissement à la loi, avec des exceptions conçues pour protéger les droits de la personnalité, c'est-à-dire des normes dans la loi applicables aux médias; troisièmement, une solution que l'on a adoptée, c'est-à-dire la soumission des médias à la loi, avec des limitations en faveur de la presse concernant le droit d'accès et les motifs justificatifs.

Entrent en question l'article 2, alinéa 2, lettre b, dont je vous ai parlé, l'article 6bis dans les différentes versions – majorité, minorité et nouvelle formulation – ainsi que l'article 10 de la loi. Il s'agit de normes qui se complètent réciproquement. Elles sont interprétées et lues de façon combinée, mais il y a unité de matière. La systématique adoptée par le modèle de notre commission est certainement la plus conforme à l'objectif visé par la loi, soit la protection de la personnalité. Il faut donc que le champ d'application de la loi soit étendu à toutes les atteintes possibles au droit de la personnalité, indépendamment de leur origine. La liberté de la presse sera sauvegardée par des exceptions. Rien ne justifierait que les médias, détenteurs d'un fichier, ne soient pas soumis à une loi à laquelle sont assujettis tous ceux qui traitent des données. Mais je souligne que le modèle initial qu'on vous avait soumis, aux effets pratiques, n'était pas moins libéral que celui du Conseil fédéral ou du Conseil des Etats.

Comparé au droit étranger, il doit être aussi considéré comme libéral. Certes, les comparaisons avec d'autres législations sont assez difficiles. Je peux pourtant affirmer que, contrairement à ce que l'on a dit au plénum et dans les médias, peu de lois sur la protection des données en vigueur à l'étranger excluent complètement de leur champ d'application les médias. Je crois que seuls l'Autriche et les Pays-Bas connaissent une exception générale en faveur de la presse. La République fédérale d'Allemagne prévoit également une telle disposition, mais lors de la récente modification de la loi allemande, certaines règles spécifiques ont été introduites pour la radio et la télévision. En outre, en Allemagne, pays souvent cité en exemple pour son ouverture à la presse, le privilège ne concerne que les données traitées de manière interne. La France et le Danemark prévoient certaines exceptions. Toutefois le droit d'accès existe pour la presse. En France, par exemple, la loi n'énumère aucune restriction au droit d'accès des personnes concernées. La Finlande, la Grande-Bretagne, l'Irlande, le Portugal, le Luxembourg et la Suède soumettent les médias au droit commun de la protection des données, sans restrictions.

Prenons maintenant l'article 6bis, première décision de la commission. Le droit d'accès, c'est la possibilité pour une personne de prendre connaissance d'un fait susceptible de constituer une atteinte. Celle-ci pourra donc faire valoir en justice le droit à la protection de son image et demander la modification, l'abolition ou le blocage des fiches qui la concernent, dans certaines circonstances. Limiter ce droit à des cas spéciaux concernant les médias signifie reconnaître un privilège important à la presse, cela revient à empêcher la personne concer-

née d'intenter une action en justice avant la publication, alors que l'action serait ouverte à l'égard d'autres maîtres de fichiers. Cette exception témoigne de la préoccupation des membres de la commission de sauvegarder la liberté de la presse. En résumé, on peut dire que les médias sont soumis à la loi, sous réserve de la liberté de la presse.

Ceux qui à cette tribune ou par l'intermédiaire de la presse ont accusé la commission d'avoir tenté d'introduire une limitation de la liberté de la presse, une censure préalable, ou ceux qui se sont posés en défenseurs de la liberté de la presse comme si la loi proposait de l'abolir ou de la restreindre, n'ont pas reconnu, c'est le moins qu'on puisse dire, la vraie portée de la proposition de la commission. Personnellement j'appartenais à une minorité qui aurait préféré adopter la proposition du Conseil fédéral prévoyant l'exception générale et j'ai été surpris par la décision de la commission, mais si j'évalue maintenant cette proposition sous sa forme originale de l'article 6bis que nous avons écarté ou sous sa forme actuelle, je peux affirmer que ces deux solutions ne sont pas plus restrictives à l'égard de la liberté de la presse que celle qui avait été proposée par le Conseil fédéral ou le Conseil des Etats.

Venons-en à l'examen des différentes propositions. Le Conseil fédéral prévoyait une exception générale quant aux données diffusées par les médias à caractère périodique. En revanche, la loi aurait été applicable aux médias à caractère périodique tant que les données n'auraient pas été publiées. Elle prévoyait en outre des allègements pour la phase antérieure à la publication. Dans la législation telle que proposée par le Conseil fédéral, on prévoit non seulement une intervention *a posteriori* mais aussi une possibilité de prévention dans des cas d'ailleurs assez limités. Seuls ceux qui font valoir un intérêt prépondérant pourraient être en droit de collecter des informations concernant l'aspect privé d'une personne. En somme, la loi tend à empêcher que l'individu ne soit réduit à l'état de simple objet d'information. Par conséquent, d'après le Conseil fédéral et la commission, les médias doivent respecter la personnalité des personnes physiques et morales lors de la collecte, du traitement et de la diffusion des données à caractère personnel. Il serait choquant qu'un média puisse se réfugier derrière la liberté d'information pour porter atteinte illicitement à la personnalité d'un individu sans que celui-ci puisse lui opposer le droit au respect de sa personnalité et de sa dignité. Il s'agit certes de procéder à une pesée des intérêts en présence. Le Conseil fédéral a par ailleurs renoncé à soumettre à la loi la diffusion des informations qui est déjà soumise aux articles 28 et suivants du Code civil suisse. Pour la phase antérieure à la diffusion des informations, le projet prévoyait de permettre à l'individu de défendre ses droits en soumettant le traitement des données personnelles à la loi sur la protection des données. La différence entre le projet du Conseil fédéral ou la version du Conseil des Etats et la proposition de la commission n'est pas fondamentale, et sur le plan pratique, les deux solutions sont identiques. La commission vous a proposé, avec l'article 6bis, une solution parfaite mais acceptable. L'exception proposée ne concerne que les journalistes qui traitent des données d'une manière professionnelle en vue d'une publication dans la partie rédactionnelle de médias à caractère périodique. Dans ces cas-là, les renseignements requis peuvent être restreints, si nécessaire, à la protection de la libre formation de l'opinion publique, selon la version de votre commission, dans les trois cas que nous connaissons – si le fait de se renseigner donne accès à des sources, si un droit de regard peut amener à lire une publication ou si les données servent exclusivement d'instrument de travail personnel au journaliste.

Je fais quelques considérations particulières en ce qui concerne l'alinéa 2, lettre c de la première proposition de votre commission. C'est un cas particulier de l'article 2, alinéa 2, lettre a selon lequel les données traitées par une personne physique pour un usage exclusivement personnel ne sont pas soumises à la loi sur la protection des données. On étend par là la portée générale de l'article 2, alinéa 2 à des cas spécifiques du journalisme. Les fichiers sont soumis à la loi, ils doivent être enregistrés, c'est-à-dire qu'ils doivent être signalés au préposé, avec l'indication de la catégorie des données qu'on

récolte, mais les personnes concernées ne pourront plus y avoir accès, du moment que le dossier est un instrument de travail du journaliste. Si je peux m'exprimer ainsi, on considère ces fichiers comme des actes de préparation de travail du journaliste dans le domaine de la formation de l'opinion publique. L'article 6bis, alinéa 2, lettre c constitue une importante exception en faveur des médias, puisque tous les journalistes ont des fichiers personnels qu'ils gardent aux fins de leurs publications. L'exception de l'article 6 bis concerne également les communications en vue d'une publication des données traitées. Il serait inacceptable d'empêcher les journalistes de soumettre à leur éditeur des projets d'articles. L'activité du journaliste n'est, en effet, pas soumise à cette loi, mais c'est la collecte d'informations dans un fichier qui est soumise à la loi. Il va de soi que le droit de commenter est illimité et qu'il n'est absolument pas touché par cette loi.

L'autre exception est celle prévue par l'article 10, lettre d. Un cas de concrétisation de l'article 28 alinéa 2. Une atteinte à la personnalité n'est pas illicite et, partant, n'entraîne aucune conséquence juridique, si celui qui traite les données peut faire valoir un intérêt prépondérant privé ou public. L'article 10, alinéa 2 pose des jalons qui permettront au juge de pondérer les intérêts en présence. De la sorte, le législateur donne donc au juge des éléments d'appréciation pour le cas où le conflit entre l'intérêt au traitement des données et l'intérêt à la protection est particulièrement aigu. Un de ces motifs justificatifs est reconnu par la lettre d de l'article 10, en faveur de ceux qui traitent des données en vue de leur publication dans un média à caractère périodique. Il s'ensuit que dans certains cas, l'intérêt public au maintien des médias libres et autonomes l'emporte sur l'intérêt de la protection de la personnalité. L'activité du journaliste – je le répète – en tant que telle n'est pas soumise à la loi; le fait de théauriser, de stocker des information oui.

En ce qui concerne l'Association suisse des éditeurs des journaux et périodiques, je considère comme étrange qu'elle parle, en se référant à cette loi, d'«un carcan législatif qui se resserre, d'une confusion voulue par la commission ou par l'hypperréaction d'une partie de la classe politique, qui voudrait instituer un contrôle préventif extrêmement poussé, une classe politique – je cite toujours – qui veut introduire un système nouveau, dans lequel on veut tout contrôler pour réduire considérablement, voire annihiler la fonction de contrôle assignée à la presse». On dirait qu'on parle d'une autre loi et d'un autre pays! Nos idées – je pense vous les avoir exposées – sont claires: s'il y a une information fautive dans un fichier, il faut que l'intéressé ait la possibilité de la corriger avant que cette information soit utilisée, et si le fichier en question traite des données en vue d'une publication dans la partie rédactionnelle de médias à caractère périodique, on pourra restreindre ces renseignements, ce qui veut dire qu'un jour ou l'autre cette information va être publiée, donc pas de censure préalable.

Je vous ai parlé de la proposition de la commission qui n'a été ni acceptée ni rejetée lors de la dernière séance du Conseil national, puisque vous avez renvoyé le dossier à la commission pour un réexamen, avant même que j'aie la possibilité de m'exprimer. La commission a donc siégé et a adopté une solution qui s'écarte quelque peu de celle que je viens de présenter. Il s'agit du nouvel article 6bis qui vous est proposé aujourd'hui, et qui tient compte des discussions que nous avons eues dans le plénum. Le principal grief qui était fait à notre proposition initiale avait trait au fardeau de la preuve. On craignait – je pense à tort – que le journaliste qui restreignait ou refusait une demande de renseignements doive prouver que la restriction était nécessaire à la protection de la libre formation de l'opinion publique. Ce n'était que des craintes. Toutefois, nous avons pris en compte ces craintes, et nous vous proposons une solution qui a le mérite de la clarté et qui a été adoptée par la commission par 8 voix contre 2 et 2 abstentions. Par rapport à l'ancien article 6bis, nous avons repris les trois motifs de restrictions initialement proposés, lesquels d'ailleurs n'ont pas été remis en cause lors du débat du 6 juin. Il s'agit du droit pour les entreprises des médias et les journalistes qui utilisent leur fichier et leurs données à des fins de publications dans la

partie rédactionnelle de médias à caractère périodique de restreindre les renseignements demandés si les données fournissent des indications sur les sources d'informations, si un droit de regard dans des projets de publication devait en résulter (en protégeant les projets de publication, on garantit en particulier que l'exercice du droit d'accès n'entraîne pas une précensure) et si le fichier sert exclusivement d'instrument de travail personnel aux journalistes. En outre, ces motifs de restrictions sont énoncés comme une majorité d'entre vous l'avait exprimé de manière exhaustive. Toutefois, nous avons introduit un quatrième motif d'exception, la lettre c de l'alinéa premier, c'est-à-dire le cas où l'octroi des renseignements pourrait compromettre la libre formation d'opinion. Cette notion de «libre formation d'opinion publique» doit être comprise au sens institutionnel, c'est-à-dire telle qu'elle découle de l'article 55bis de la constitution. La disposition de la lettre c constitue en quelque sorte une clause générale. Elle n'est pas, contrairement à ce que la formulation initiale laissait supposer, une condition supplémentaire à l'invocation d'un motif de restriction, mais elle constitue une clause prévoyant des exceptions. On pense ici notamment au cas où la personne concernée abuserait de son droit d'accès, en particulier en demandant continuellement des renseignements. Les motifs de restriction des lettres a et b relèvent pour leur part également de la protection de la libre formation de l'opinion publique.

Nous avons également scindé l'article 10 en deux alinéas: le premier couvre l'ensemble des entreprises des médias, notamment les agences de presse, les éditeurs, y compris les journalistes qui sont maîtres des dossiers; le deuxième reprend, quant à son contenu, l'article 6, alinéa 1, lettre c de la version initiale, visant uniquement le fichier personnel du journaliste utilisé en tant qu'instrument de travail. Quand à l'expression «exclusivement à des fins de publication dans la partie rédactionnelle de médias à caractère périodique», elle exprime clairement qu'un privilège à l'égard des médias ne saurait couvrir des fichiers utilisés à d'autres fins, en particulier la vente ou la publicité. Cette notion rejoint par ailleurs celle similaire utilisée dans le droit étranger, notamment allemand et autrichien.

Je vous propose d'adopter la proposition de la commission qui, évidemment, est susceptible de quelques améliorations. Le Conseil des Etats pourra s'occuper plus intensivement de nos travaux de session et de commission.

Frau **Nabholz**, Berichterstatterin: Ich möchte versuchen, mich ganz kurz zu fassen. Der Präsident hat die Geschichte rund um die Fragen der Medien, der Persönlichkeitsrechte, des Datenschutzes und der Medienfreiheit sehr ausführlich entwickelt.

Wir haben in der letzten Debatte einen Rückweisungsantrag beschlossen. Die Kommission kann Ihnen heute einen Konsensartikel vorlegen, der – so sind wir der Meinung – sowohl dem Recht auf persönliche Freiheit, dem Persönlichkeitschutz des einzelnen wie auch der Medienfreiheit Rechnung trägt. Wir schlagen Ihnen diesen Artikel vor als Ersatz für den vom Ständerat im Artikel 6 als Buchstabe f eingefügten Sachverhalt zugunsten der Medien. Diese Einfügung des Ständerates kann so, wie sie jetzt ausgestaltet ist, nicht befriedigen.

Ganz kurz die Gründe, weshalb Ihre Kommission Ihnen Streichung von Buchstabe f in Artikel 6 vorschlägt. Es sind deren zwei:

1. Auf der einen Seite sind wir der Meinung, dass mit dem neuen Buchstaben f ein ganz erheblicher Rückschritt im Datenschutz gegenüber dem Persönlichkeitsschutz, wie er im ZGB ausgestaltet ist, vollzogen würde. Praktisch würde Artikel 28c ZGB damit auf kaltem Wege aus den Angeln gehoben, und es darf natürlich nicht sein, dass man mit einem neuen Gesetz bestehendes Recht derogiert.

2. Im übrigen hat der Buchstabe f der ständerätlichen Beschlüsse ganz wesentliche Mängel, indem er doch einige Ungereimtheiten aufweist. So ist z. B. unklar, bezüglich welcher Daten ein Betroffener nach der Veröffentlichung ein Auskunftsrecht hat. Offen ist zudem, wie lange man nach der Veröffentlichung Auskunft verlangen kann. Schliesslich – das ist wohl der gravierendste Mangel – ist auch unklar, wie das Auskunfts-

recht sich zum Gegendarstellungsrecht gemäss ZGB verhält. Mit Artikel 6bis, wie ihn nun die Kommission vorschlägt, werden folgende Sachverhalte klargestellt: In Absatz 1 wird einmal deutlich gemacht, dass sich die Frage von Datensammlungen innerhalb der Medienwelt nicht nur auf Datensammlungen des einzelnen Journalisten oder der natürlichen Personen beziehen kann, sondern dass sich die hauptsächlichsten Datensammlungen bei den juristischen Personen, d. h. bei den Medienunternehmen, bei den Verlagen befinden. Deshalb sprechen wir von Inhabern von Datensammlungen. Das können dann natürliche oder juristische Personen sein. Es fallen also insbesondere Medienunternehmen unter das Datenschutzrecht. Damit ist auch klargestellt, dass Medienunternehmen, die Daten zu kommerziellen Zwecken verwenden, selbstverständlich das Medienprivileg nicht in Anspruch nehmen können.

Im übrigen entsprechen die Buchstaben a und b den bisherigen Vorschlägen sowohl der ursprünglichen Kommissionsmehrheit wie der Kommissionsminderheit zu Artikel 6bis. Es sind typische, klassische Sachverhalte, wie sie im journalistischen Bereich eben vorkommen. Mit diesem Vorgehen möchten wir verhindern, dass über das Einsichtsrecht Aufschluss in die Informationsquellen oder Einblicke in Entwürfe für Publikationen gegeben werden müssen. Das sind ganz klare Sachverhalte, bei denen ein Einsichtsrecht seitens der Journalisten eingeschränkt oder verweigert werden kann, weil damit natürlich die Gefahr der Vorzensur gegeben sein könnte.

Weiter schlagen wir Ihnen einen Auffangtatbestand vor, indem man sagt: Nebst dem Sachverhalt gemäss Buchstabe a oder b kann es noch andere Gründe geben, die im Interesse der Medienfreiheit Schutz verdienen und eine Einschränkung des Auskunftrechts rechtfertigen.

Ich bitte Sie, dieser Konsenslösung, die durch den Antrag von Kollege Bonny und Kollege Blatter vorgespurt ist, zuzustimmen. Damit würden wir mindestens im Nationalrat Klarheit in der Diskussion rund um die Medien schaffen. Wir haben so oder so eine Differenz zum Ständerat, d. h. die Frage wird nochmals beraten.

Bonny: Ich habe zu Artikel 6bis einen Vermittlungsantrag gestellt. Ich bin nun in der glücklichen Lage zu erklären, dass ich diesen Antrag zugunsten des Antrages der Kommission zurückziehen kann. Mein Antrag zielte darauf ab, erstens einmal mit der Gummiformulierung «wenn dies zum Schutz der freien Meinungsbildung des Publikums nötig ist», die ja die grossen Diskussionen und Missverständnisse ausgelöst hat, aufzuräumen und zweitens im alten Absatz 2 eine abschliessende Aufzählung dieser Auskunftseinschränkungsgründe der Journalisten zu verlangen.

Ich stelle fest, dass im neuen Antrag der Kommission beiden Begehren Rechnung getragen wird. Ich kann mich daher mit dem Antrag der Kommission einverstanden erklären.

Präsident: Die SVP-Fraktion und die CVP-Fraktion teilen mit, dass sie der Kommission zustimmen.

Vollmer, Sprecher der Minderheit: Ich möchte doch eine kurze Erklärung abgeben, nachdem es anlässlich der letzten Debatte zu diesem Medienartikel eine sehr heftige Kontroverse gab. Die SP-Fraktion kann die neue Kommissionsfassung vorbehaltlos unterstützen. Sie entspricht materiell vollumfänglich dem Anliegen der seinerzeitigen Kommissionsminderheit. Der alte Minderheitsantrag erübrigt sich damit und wird zurückgezogen.

Es ist gut, dass sich die Kommission offenbar einstimmig und mit allen Fraktionen hinter eine alle Zweifel und Unsicherheiten ausräumende, klare Fassung stellt. Jede weitere Durchlöcherung der Pressefreiheit hätten wir nicht hinnehmen können. Die Pressefreiheit ist und bleibt für uns im Hinblick auf eine demokratische Meinungsbildung wichtig. Es ist für uns aber ebenso klar, dass die heutigen konkreten Gefährdungen der Medienfreiheit und der Medienvielfalt, die Aushöhlung der Medienkultur, weniger vom Staat als vielmehr von ökonomisch bedingten Konzentrations- und Boulevardisierungs-tendenzen herkommen. Damit müssten sich alle jene Verleger-

kreise eingehender auseinandersetzen, mit welchen wir gemeinsam gegen gesetzliche Gefährdungen der Medienfreiheit gekämpft haben.

Noch eine Bemerkung zu Absatz 2. Wer die Kommissionsberatungen nicht miterlebt hat, stellt sich zu Recht die Frage, warum im Text nicht von Verweigerung der Einsicht, sondern nur von «Einschränkung» die Rede ist. Es ist nützlich, nochmals festzuhalten, was die Kommission damit zum Ausdruck bringen wollte: Es wurde in der Kommission eindeutig klargestellt, dass «einschränken» den Oberbegriff darstelle, der vollständiges Verweigern, teilweises Verweigern und Aufschieben umfasst.

In Anbetracht dieser Interpretation gibt es von unserer Seite keine Vorbehalte mehr gegen die neue Kommissionsfassung. Ich bitte Sie, dieser neuen Kommissionsfassung zuzustimmen. Wir haben damit eine Regelung gefunden, die keine Zweifel am Schutz der Pressefreiheit aufkommen lassen kann.

Präsident: Die grüne Fraktion, die liberale Fraktion und die LdU/EVP-Fraktion stimmen der Kommission zu.

M. Petitpierre: Nous souscrivons à cette proposition, malgré le flou de la lettre c. Je précise, après le président, que la commission, le groupe radical et les radicaux à titre personnel, ainsi que quiconque d'un autre groupe, n'ont jamais voulu, dans le premier texte comme dans le texte actuel, mettre en cause la liberté de la presse. On est entré dans un débat marqué par la méfiance. Il n'est momentanément plus possible, ni d'un côté ni de l'autre, de poursuivre la discussion avec certains. On a vécu cela avec l'article 28 du Code civil en son temps. Je suis pourtant tout à fait optimiste: la réalité démontrera que ce texte ne va d'aucune façon empiéter sur la liberté de la presse, mais je tenais à l'avoir dit à cette tribune.

Bundesrat Koller: Die neue Version der Kommission bringt gegenüber jener Fassung, die Sie an die Kommission zurückgewiesen haben, drei Klarstellungen. Der ursprünglichen Version gegenüber ist der Hauptvorwurf gemacht worden, der Journalist müsse in jedem konkreten Fall beweisen, dass die Auskunftseinschränkung zum Schutze der freien Meinungsbildung erfolge. Diesem Hauptbedenken der behaupteten Beweislastumkehr wird nun dadurch Rechnung getragen, dass der Schutz der Informationsquellen oder die Verhinderung des Einblickes in Entwürfe voraussetzungslos – also nicht mehr gebunden an den Nachweis des Schutzes der freien Meinungsbildung – geltend gemacht werden kann.

Zwar nehmen wir in Absatz 1 Buchstabe c im Sinne eines Auffangtatbestandes das Element des Schutzes der freien Meinungsbildung des Publikums wieder auf. Es gehört hier aber nicht mehr zum Grundtatbestand, sondern hat allein die Funktion eines Auffangtatbestandes, der gewährleisten soll, dass sich Journalisten und Medienunternehmen vor schikanösen Behandlungen schützen können. Das ist die erste und wohl wichtigste Klarstellung in diesem neuen Artikel 6bis.

Neu ist sodann die Umschreibung des Kreises der zur Auskunftseinschränkung Berechtigten mit dem Begriff «Inhaber der Datensammlung». Sie hat zur Folge, dass sich das Medienprivileg auch auf Medienunternehmen – das heisst auf Verlage und Agenturen, nicht mehr allein auf Journalisten – bezieht. Damit wird der Realität Rechnung getragen, denn in der Praxis beziehen die Journalisten, insbesondere wenn es sich nicht um freischaffende Journalisten handelt, ihre Informationen zu einem grossen Teil aus den Datensammlungen der Medienunternehmen selber. Aus diesem Grunde ist es angezeigt, diese Medienprivilegierung auch für solche Datenbanken vorzusehen.

Schliesslich bringt diese neue Fassung von Artikel 6bis eine Klarstellung insofern, als das Medienprivileg nur geltend gemacht werden kann, wenn die entsprechende Datensammlung «ausschliesslich» – dieses Wort wurde neu eingefügt – zur Publikation im redaktionellen Teil eines periodisch erscheinenden Mediums verwendet wird.

Nicht unter dieses Medienprivileg fallen daher Datensammlungen, die noch zu weiteren als zu publizistischen Zwecken verwendet werden, beispielsweise zu Werbezwecken oder

zum Verkauf an Dritte. Damit haben wir den unbedingt notwendigen Ausgleich zwischen Persönlichkeitsschutz und Pressefreiheit auch in diesem sehr delikatsten Bereich dieses Gesetzes gefunden.

Gegenüber Herrn Vollmer darf ich nochmals festhalten, dass der Begriff der Einschränkung des Auskunftsrechtes, wie sich aus dem Marginale zu Artikel 6 ergibt, den Oberbegriff darstellt, der die Tatbestandsvarianten des Verweigerns, des Einschränkungens wie auch des Aufschiebens enthält; in diesem Rahmen ist selbstverständlich das Verhältnismässigkeitsprinzip die massgebliche Leitplanke.

*Art. 6 Abs. 1 Einleitung, Bst. a–e; Abs. 1 bis, 1ter, 2
Art. 6 al. 1 introduction, let. a–e; al. 1 bis, 1ter, 2
Angenommen – Adopté*

*Art. 6 Abs. 1 Bst. f – Art. 6 al. 1 let. f
Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit
Adopté selon la proposition de la majorité*

*Art. 6 bis
Angenommen gemäss neuem Antrag der Kommission
Adopté selon la nouvelle proposition de la commission*

Art. 10
Antrag der Kommission
Siehe Seite 965 hiervor

Neuer Antrag der Kommission
Abs. 2 Bst. d
d. beruflich Daten ausschliesslich für die Veröffentlichung

Antrag Loeb
Siehe Seite 966 hiervor

Art. 10
Proposition de la commission
Voir page 966 ci-devant

Nouvelle proposition de la commission
Al. 2 let. d
d. Les données sont traitées de manière professionnelle exclusivement en vue d'une publication

Proposition Loeb
Voir page 966 ci-devant

Nebiker, Sprecher der Minderheit: Wir haben es immer noch mit dem Interessenkonflikt zwischen Schutz der Persönlichkeit und Pressefreiheit zu tun. Artikel 10 Absatz 2 Buchstabe d bezieht sich auf diesen Bereich. Es ist unbestritten, dass die Journalisten im Interesse der freien Presse Sonderrechte beanspruchen sollen und Sonderrechte beanspruchen müssen. Es gibt für die Journalisten Rechtfertigungsgründe, wonach sie Persönlichkeiten verletzen können, aber ausschliesslich für ihre journalistische Tätigkeit, für die Veröffentlichung in periodisch erscheinenden Medien. Diese Ausschliesslichkeit ist wichtig; es ist wichtig, dass die Persönlichkeitsverletzung nicht auch für andere Bereiche als eben diese journalistische Tätigkeit missbraucht werden kann.

Die Kommissionsminderheit hat Ihnen vorgeschlagen, diese Ausschliesslichkeit mit dem Wort «intern» zu betonen. Nachdem bei Artikel 6 bis eine einverständliche Lösung zwischen Mehrheit und Minderheit gefunden werden konnte, ist die Kommissionsminderheit, die ich zu vertreten habe, damit einverstanden, den neuen Konsensantrag der Kommission zu übernehmen und statt «intern» das Wort «ausschliesslich» einzufügen. Damit ist unsere Absicht erfüllt, wonach die journalistische Tätigkeit nicht durch das Datenschutzgesetz beeinträchtigt werden soll.

Ich ziehe den Antrag der Kommissionsminderheit zurück und bitte Sie, dem neuen Vorschlag der Kommission zuzustimmen.

Loeb: Wenn Sie heute durch Verkehrsbeschränkungen in der Stadt behindert worden sind, liegt der Grund darin, dass wir heute den offiziellen Tag des 800. Geburtstages unserer Stadt, unseres Standes feiern. Ich möchte bei dieser Gelegenheit allen Miteidgenossinnen und Miteidgenossen für die lange gemeinsame Geschichte und Unterstützung danken.

Zur Sache: Ich habe einen Antrag gestellt, der gar nichts mit Pressefragen zu tun hat. Weil er aber Artikel 10 betrifft, ist er immer wieder – mit den Pressefragen – in die Kommission zurückgegangen, dort aber nicht intensiv behandelt worden.

Worum geht es in meinem Antrag? Wir wollen Schutz. Bekommen wir diesen Schutz, oder werden wir nicht durch zuviel Schutz plötzlich mit zuwenig Schutz dastehen? Das ist die Frage, die ich mir stelle. In Artikel 10 Absatz 2 Buchstaben b und c geht es um eine wichtige Frage für die gesamte Wirtschaft. Es geht um die Bonitätsprüfung. Die Kommission schlägt vor, dass nur noch im Handelsregister eingetragene Firmen einer Bonitätsprüfung unterzogen, also Daten über deren Zahlungsfähigkeit erhoben werden dürfen. Der Ständerat schlägt vor, dass über alle am wirtschaftlichen Prozess Beteiligten Daten betreffend Kreditfähigkeit erhoben werden können. Die ständerätliche Fassung ist praxisbezogen. Ich schlage Ihnen deshalb diese vor.

Zur Begründung: Von den zirka 500 000 bis 550 000 schweizerischen Firmen sind nur 300 000 im Handelsregister eingetragen. Die Konsequenz ist eine Rechtsungleichheit und vor allem eine Unsicherheit. Es geht noch weiter: Es ist eine Schädigung der Kleinbetriebe, die nicht im Handelsregister eingetragen sind. Ein grösserer Betrieb wird nämlich nur dann den Kontakt mit einem kleineren Betrieb aufnehmen und eine Handelsbeziehung mit ihm aufbauen, wenn er weiss, wie es um dessen Kreditfähigkeit steht. Wenn er das nicht weiss, wird er sich auf gar nichts einlassen. Der Kleinbetrieb ist derjenige, der darunter zu leiden hat. Wir sollten auf alle Fälle wissen, welche Konsequenzen unsere Beschlüsse nach sich ziehen. Wir sollten die Wirtschaft nicht durch eine solche Bestimmung schädigen.

Zirka 95 Prozent der schweizerischen Aktiengesellschaften sind Klein- und Mittelbetriebe. Dort sind Kapital und Management identisch. Für uns in der Wirtschaft ist es wichtig zu wissen, wer hinter einer Aktiengesellschaft steht, wer im Verwaltungsrat sitzt und wer mit dieser Firma zusammenarbeitet, wenn wir Kredit geben wollen, wenn wir eine Wirtschaftsbeziehung eingehen wollen. Dazu brauchen wir Unterlagen. Wir müssen wissen, mit wem wir es zu tun haben, sonst kommen wir nicht weiter.

Jährlich werden für zirka 4 Milliarden Franken Rechnungen in der Schweiz nicht bezahlt; davon sind allein 1,3 Milliarden Verluste aus Konkursen. Das ist eine Riesenschädigung nicht nur der Wirtschaft, sondern der gesamten Volkswirtschaft. Wenn wir diese Verluste nicht reduzieren können, indem wir zu besseren Informationen kommen, schädigen wir die ganze Wirtschaft. Diese Gelder sind nämlich verschwunden, und verschwundene Gelder sind im wirtschaftlichen Prozess schlicht nicht mehr vorhanden.

Mir macht noch ein weiterer Punkt Sorgen: der Konsumkredit. Beim Konsumkredit wollen wir hier im Saal versuchen, stärkere und schärfere Kontrollen zu erreichen. Mit Recht, damit der Konsument nicht zu einem Kleinkredit verführt wird. Aber wenn die Kleinkreditbank oder derjenige, der einen Kredit geben will, sich nicht einmal mehr erkundigen kann, wie die finanzielle Situation des Konsumenten steht, wenn das Zentralregister, das heute von den Banken über Kleinkredite geführt wird, nicht mehr geführt werden kann, dann machen wir hier ein kontraproduktives Gesetz – und zu kontraproduktiven Gesetzen kann ich einfach nicht ja sagen!

Übrigens haben alle, über die Daten gesammelt werden – dies gilt auch für Daten über die Kreditfähigkeit –, jederzeit die Möglichkeit, Einsicht in die gesammelten Daten zu verlangen. Eine funktionierende Wirtschaft basiert auf den Wirtschaftsbeziehungen der einzelnen Bürgerinnen und Bürger. Wenn für eine Mehrheit der an der Wirtschaft Partizipierenden Bonitätsprüfungen und Prüfungen der Wirtschaftsbeziehungen nicht mehr möglich sind, ist dies ein schweres Hemmnis, welches das Funktionieren eben dieser Wirtschaft einschränkt. Gehen

wir doch nicht hin und machen kontraproduktive Sachen! Es kann kaum das Ziel unserer Gesetzgebung sein, Konkurse zu fördern, welche bei vorgängiger Datenprüfung hätten vermieden werden können. Es kann doch wohl nicht unsere Absicht sein, Missbräuche in der Kreditgewährung zu fördern und mit dem Datenschutz einen Schutz für solche aufzubauen, welche als Teilnehmer an der Wirtschaft etwas zu verstecken haben oder verstecken wollen. Wirtschaft basiert auf Vertrauen, Vertrauen auf Information.

Die Fassung des Ständerats ist praxisnäher. Die Mehrheit der FDP-Fraktion schlägt Ihnen vor, die ständerätliche Fassung aus volkswirtschaftlicher Vernunft anzunehmen. Ich bitte Sie wirklich, hier nicht einen Fehler zu machen und die Wirtschaft stark zu hemmen. Die Wirtschaft hat es im Moment wirklich nötig, dass sie funktioniert. In der heutigen konjunkturellen Situation sollten wir nicht Hemmnisse einbauen, welche Konkurse fördern. Ein Arzt schaut ja bei den Medikamenten, die er verabreicht, ob es Kontraindikationen gibt. Auch wir dürfen bei den Gesetzen nicht Kontraindikationen beschliessen.

Ich danke Ihnen, wenn Sie dem Ständerat folgen, wenn Sie dafür sorgen, dass wir eine vernünftige Gesetzgebung machen.

Vollmer: Ich möchte Sie jetzt schon warnen: Wenn Sie diesem Antrag Loeb zustimmen, entgegen der Fassung der Kommission, dann durchlöchern Sie dieses Datenschutzgesetz in einem ganz entscheidenden Bereich. Herr Loeb hat versucht, darzustellen, dass dies im Interesse der Wirtschaft sei und vor allem noch im Interesse der kleinen Wirtschaftskreise.

Wir hatten ja das letzte Mal und auch heute morgen eine Debatte über die Frage, wie weit die Persönlichkeit vor Uebergriffen geschützt werden soll. Es ging um den Schutz der Persönlichkeit, der Freiheit der Medien gegenüber dem Staat. Hier, beim Antrag von Herrn Loeb, sind wir im Bereich, wo es darum geht, die Persönlichkeit vor dem Uebergriff Privater zu schützen. Was Herr Loeb vorschlägt, die Fassung des Ständerates, würde bedeuten, dass Unternehmungen – gemeint sind ganz bestimmte Kreditunternehmungen, Kleinkreditfirmen – gegen den Willen ihrer Partner persönlichkeitsverletzende Daten sammeln können. Da gilt es nun, mit dem Gesetz ganz klar eine Schranke zu setzen und den einzelnen vor solchen Uebergriffen zu schützen.

Es stimmt überhaupt nicht, Herr Loeb, dass sonst die Bonität eines Kreditsuchenden nicht geprüft werden könnte und deswegen sehr viele Leute keine Kredite mehr erhalten könnten! Voraussetzung dafür, dass man Daten, persönlichkeitsverletzende Daten in diesem Falle, sammeln kann, ist, dass der Betroffene zustimmt. Wenn ich einen Kredit beantrage und meine Kreditmöglichkeit von der Bank überprüft werden soll, dann kann ich ja dieser Bank die Bewilligung erteilen, meine Bonität zu überprüfen. Wenn ich das tue, kommt die Bank in keiner Weise in Konflikt mit diesem Gesetz.

Was Herr Loeb aber hier vorschlägt, läuft darauf hinaus, dass ohne Zustimmung des Betroffenen persönlichkeitsverletzende Daten gesammelt werden können, und das gilt es zu verhindern.

Was unter Geschäftsleuten, die im Handelsregister eingetragen sind, üblich ist, soll nicht auch für die Privaten gelten, weil die Privaten diesen geschäftlichen Usancen nicht unterworfen sind. Sie kennen die Bedingungen dort nicht, und ich meine, wir sollten dieses Datenschutzgesetz jetzt nicht in diesem entscheidenden Punkt durchlöchern, nachdem wir vorher im Bereich der Medienfreiheit eine gute Konsenslösung mit der Kommissionsfassung gefunden haben.

Blieben Sie auch in diesem Bereich bei der Fassung der Kommission.

M. Cotti, rapporteur: Je serai très bref. Vous avez entendu les arguments de M. Loeb ainsi que ceux de la commission. Je vous informe qu'à ce propos la commission a rejeté la solution du Conseil des Etats concernant la lettre b, par 11 voix contre 5, et celle concernant la lettre c, par 14 voix contre 3. Il s'agit d'une exception à l'interdiction de recueillir des informations qualifiées de données sensibles. Ces exceptions doivent être formulées avec une certaine prudence. J'ai une certaine com-

préhension quand il s'agit de la possibilité d'étendre les exceptions aux petites sociétés, aux personnes juridiques qui ne sont pas inscrites au registre de commerce. Mais, quand il s'agit d'étendre cette possibilité à un fait qui a trait à la concurrence, sans que la limitation de l'exception soit strictement fixée, j'émet des doutes.

J'avais promis à M. le président que le débat ne durerait pas plus d'une heure. Comme j'ai utilisé une grande partie de ce temps, je laisse donc la parole à Mme Nabholz et à M. Koller, conseiller fédéral, qui vous résumeront l'opinion de la commission et du Conseil fédéral.

Frau **Nabholz**, Berichterstatterin: Namens der Kommissionmehrheit beantrage ich Ihnen, der Fassung der Kommission zuzustimmen. Ihre Kommission hat zu Buchstabe a mit 13 zu 0 Stimmen mit einer Enthaltung, bei Buchstabe b mit 11 zu 5 Stimmen bei einer Enthaltung und bei Buchstabe c mit 14 zu 3 Stimmen zugunsten der Version des Bundesrates optiert.

Vielleicht muss man ganz kurz erklären, was «Rechtfertigungsgrund» eigentlich meint: Wenn ein Rechtfertigungsgrund vorliegt, heisst das, dass ein Datenbearbeiter ohne die Einwilligung des Betroffenen Daten bearbeiten darf; er tut das also nicht widerrechtlich.

Die ganze Problematik, die Herr Loeb uns hier aufgezeigt hat, liesse sich mit einer sehr kleinen Massnahme seitens des Datenbearbeiters beheben, nämlich schlicht und einfach damit, dass dieser Datenbearbeiter zu seinem Kunden, zu seinem Geschäftspartner geht und ihn darum bittet, die Einwilligung zu geben, dass all die Kreditauskünfte, die er benötigt, auch eingeholt werden können. Der Geschäftspartner dieses Datenbearbeiters wird ja dem Bearbeiter in seinem eigenen Interesse diese Auskunftsrechte nicht vorenthalten. Wenn er es tut, dann nimmt der Betreffende an, dass hier die Dinge wahrscheinlich nicht ganz in Ordnung sein dürften.

Die Rechtfertigungsgründe muss man eng fassen, weil sie eine Kernfrage des Datenschutzes sind. Wenn man sie so weit fasst, wie das der Ständerat gemacht hat, werden die Gewichte, die in der Vorlage des Bundesrates und auch Ihrer Kommission als Balance zwischen Bearbeiter und Betroffenen geschaffen worden sind, ganz massiv zugunsten des Bearbeiters verschoben.

Buchstabe a: Der Bundesrat hat hier ganz klare Voraussetzungen geschaffen, indem ein unmittelbarer Zusammenhang gegeben sein muss, was die Datenbearbeitung betrifft. Der Ständerat verlangt nur noch irgendeinen Zusammenhang. Das geht ausserordentlich weit und heisst nichts anderes, als dass im Hinblick auf irgendwelche Geschäfte Daten eingeholt werden können und der Bearbeiter damit praktisch immer einen Rechtfertigungsgrund hat. Das heisst: Der Betroffene selbst kann sich dagegen nie zur Wehr setzen. Das geht Ihrer Kommission zu weit.

In Buchstabe b hat der Ständerat ebenfalls eine sehr weitgehende Erweiterung vorgenommen. Wir finden es sinnvoll, dass sich die Rechtfertigungsgründe auf die im Handelsregister eingetragenen Personen konzentrieren. Ich möchte doch sagen, dass sehr viele Leute, die mit grossen Beträgen arbeiten müssen, im Handelsregister eingetragen sind. Soweit ich mich erinnern kann, sind Firmen mit einem Umsatz von 100 000 Franken im Handelsregister einzutragen, so dass die Geschäfte, die Herr Loeb im Auge hat, wahrscheinlich automatisch auch durch die Fassung des Bundesrates abgedeckt werden.

Es ist auch zu erwähnen, dass Firmen und Personen, die im Handelsregister eingetragen sind, mit diesem Eintrag kundtun, dass sie sich dem wirtschaftlichen Wettbewerb stellen. Sie legen ihre Geschäftstätigkeit bis zu einem gewissen Grad offen und tun damit kund, dass ihnen gegenüber ein Vertrauensverhältnis bestehen kann, dass sie kreditwürdig sind. Damit ist eine ganz klare Abgrenzung der Rechtfertigungstatbestände verbunden. Bezüglich derjenigen Firmen und Personen, die nicht im Handelsregister eingetragen sind, ist die Massnahme – wie ich gesagt habe – einfach: Es braucht nichts anderes als ein Formular, das sie zu unterschreiben haben, wonach sie

einverstanden sind, dass die nötigen Auskünfte eingeholt werden.

Buchstabe c: Auch hier verschiebt die Version des Ständerates die Gewichte massiv. Damit wird eigentlich bewirkt, dass jede Bank, jedes Kreditinstitut, jedes Unternehmen, das Kredite vermittelt usw., sich immer im Rechtfertigungsgrund befindet und sich der Betroffene selbst nie auf seine Persönlichkeitsrechte berufen könnte. Das heisst: Er könnte auch nie wegen Verletzung seiner Persönlichkeitsrechte klagen. Das geht Ihrer Kommission zu weit.

Ich beantrage Ihnen daher, der Kommission zuzustimmen und die Anträge Loeb abzulehnen.

Bundesrat **Koller**: Unbestritten ist, dass es für Unternehmen von grosser Bedeutung ist, dass sie sich bei der Entwicklung ihrer Marktstrategien auch auf Informationen über wirtschaftliche Konkurrenten stützen können. Ebenso ist die Kreditüberprüfung heute für die Wirtschaft zu einem unabdingbaren Instrument geworden. Diesen berechtigten Anliegen haben wir im Rahmen von Artikel 10 bei der Formulierung der Rechtfertigungsgründe denn auch Rechnung getragen.

Die Frage stellt sich nun, wo die Grenze für diese Rechtfertigungsgründe zu ziehen ist. Der Bundesrat und die Mehrheit Ihrer Kommission ziehen diese Grenze bei Litera b einmal bei den im Handelsregister eingetragenen Firmen. Dabei ist klarzustellen, dass im Handelsregister jedermann einzutragen ist, der ein Fabrikations-, Handels- oder anderes Gewerbe betreibt und – wie in Artikel 54 der Handelsregisterverordnung näher präzisiert wird – mindestens einen Umsatz von 100 000 Franken erreicht. Ich habe daher etwas Mühe mit den Zahlen, die Herr Loeb vorgetragen hat. Entweder erfüllen diese Firmen ihre Eintragungspflicht im Handelsregister nicht, oder sie erreichen dann nicht einmal diesen Umsatz von 100 000 Franken. Ich glaube, wenn eine Firma nicht einmal einen Umsatz von 100 000 Franken erreicht, ist das keine bedeutende Firma. Wir sind der Meinung, dass zwar bei allen Firmen, die einen solchen Zweck verfolgen und daher im Handelsregister einzutragen sind, eine Sammlung der Daten zumutbar ist, nicht jedoch bei irgendeiner natürlichen Person, die kein Gewerbe betreibt oder eben nur unbedeutende Geschäfte tätigt. Denn bei einer natürlichen Person, die keine Geschäfte betreibt, ist nicht einzusehen, warum sie sich gefallen lassen muss, dass andere Personen gegen ihren ausdrücklichen Willen Informationen über sie bearbeiten, vor allem beispielsweise besonders schützenswerte Daten oder sogar Persönlichkeitsprofile. Hier muss daher eine Grenze des Rechtfertigungsgrundes Platz greifen, wie das der Bundesrat und die Kommission festgelegt haben.

Bei Litera c möchte Herr Loeb mit dem Ständerat zusammen eine weitere, bedeutende Ausweitung des Rechtfertigungsgrundes vornehmen, indem er die Ergänzung «für die Einschätzung eines kommerziellen Risikos mit der betroffenen Person» einführt. Auch hier ist nicht einzusehen, warum über eine natürliche Person gegen ihren ausdrücklichen Willen Informationen über die Kreditwürdigkeit gesammelt und auch an Dritte weitergegeben werden sollen, ganz unabhängig davon, ob mit dieser Person ein Vertrag abgeschlossen werden soll oder nicht.

Insofern geht das Beispiel des Konsumkredites in die Irre. Wo es tatsächlich um den Abschluss von Konsumkreditverträgen geht, greift selbstverständlich der Rechtfertigungsgrund von Litera c Platz, weil hier ausdrücklich festgehalten ist, dass der Rechtfertigungsgrund gegeben ist, sobald es um den Abschluss oder die Abwicklung eines Vertrages geht.

Aus all diesen Gründen möchte ich Sie bitten, dem Bundesrat und Ihrer Kommission zuzustimmen.

Abs. 1; 2 Einleitung, Bst. a, e–g
Al. 1; 2 introduction, let. a, e–g
Angenommen – Adopté

Abs. 2 Bst. b – Al. 2 let. b

Abstimmung – Vote
Für den Antrag der Kommission 69 Stimmen
Für den Antrag Loeb 60 Stimmen

Abs. 2 Bst. c – Al. 2 let. c

Abstimmung – Vote
Für den Antrag der Kommission 70 Stimmen
Für den Antrag Loeb 61 Stimmen

Abs. 2 Bst. d – Al. 2 let. d
Angenommen gemäss neuem Antrag der Kommission
Adopté selon la nouvelle proposition de la commission

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble
Für Annahme des Entwurfes 124 Stimmen
Dagegen 8 Stimmen

Abschreibung – Classement

Antrag des Bundesrates
Abschreiben der parlamentarischen Vorstösse
gemäss Seite 1 der Botschaft
Proposition du Conseil fédéral
Classer les interventions parlementaires
selon la page 1 du message

Angenommen – Adopté

Ad 88.032

Motion der Kommission
Datenschutzregeln im Telekommunikationsbereich

Motion de la commission
Règles de protection des données en matière de télécommunications

Wortlaut der Motion vom 25. Februar 1991

Der Bundesrat wird eingeladen, umgehend Datenschutzregeln im Telekommunikationsbereich zu erarbeiten und den eidgenössischen Räten Bericht zu erstatten und Antrag zu stellen.

Texte de la motion du 25 février 1991

Le Conseil fédéral est invité à élaborer immédiatement des règles de protection des données en matière de télécommunications, d'en faire rapport aux Chambres et de formuler des propositions.

Präsident: Der Bundesrat ist bereit, die Motion entgegenzunehmen.

Ueberwiesen – Transmis

An den Ständerat – Au Conseil des Etats

Datenschutzgesetz

Protection des données. Loi

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1991
Année	
Anno	
Band	III
Volume	
Volume	
Session	Sommersession
Session	Session d'été
Sessione	Sessione estiva
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	16
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	88.032
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	21.06.1991 - 08:00
Date	
Data	
Seite	1278-1284
Page	
Pagina	
Ref. No	20 020 011

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.